

TRIBUNE CONJOINTE DE M. NICOLAS SARKOZY, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, ET MME ANGELA MERKEL, CHANCELIERE DE LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE, DANS "LE JOURNAL DU DIMANCHE" ET "WELT AM SONNTAG" DU 31 MAI 2009, SUR LES DÉFIS ET PRIORITÉS DE L'UNION EUROPÉENNE.

31 MAY 2009 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

Aujourd'hui, plus que jamais, l'heure est à l'action. Le monde connaît une crise financière et économique internationale sans précédent depuis des décennies. Nous avons besoin de nouvelles règles financières, économiques et sociales. Les Européens doivent s'engager résolument s'ils veulent que le monde qui se construit corresponde à leurs valeurs de liberté, de solidarité et de justice. C'est ce que nous voulons. C'est ce que nous proposons à nos partenaires.

1 - Nous voulons une Europe forte qui nous protège. Une Europe forte ne signifie pas nécessairement toujours plus de compétences pour l'Union européenne, toujours plus de législation européenne ou toujours plus de moyens financiers. Nous refusons une Europe bureaucratique qui applique mécaniquement des règles tatillonnes et qui se méfie du changement. Nous voulons une Union européenne qui soit à l'écoute des citoyens, qui innove, qui dynamise. Nous voulons une Union européenne qui soit ferme et unie dans le monde tout en respectant la diversité de ses Etats membres. Nous voulons une Union européenne qui apporte des réponses courageuses aux questions de notre temps et qui assure ainsi notre prospérité. Nous voulons une Union européenne qui favorise la recherche et l'innovation grâce à une stratégie de Lisbonne rénovée, qui encourage la coordination économique, qui développe de véritables politiques de l'immigration, de l'énergie, de la défense, et qui renforce et modernise ses politiques communes, en particulier sa politique agricole.

2 - Face aux défis les plus urgents auxquels nous sommes confrontés du fait de la crise financière et économique mondiale, l'Union européenne doit apporter des réponses immédiates.

Nous avons travaillé étroitement ensemble face à la crise bancaire de l'automne. Nous avons défini une réponse européenne à la crise économique et ensemble, nous avons obtenu gain de cause sur la réforme des marchés financiers internationaux à l'occasion du Sommet du G20 à Londres en avril.

Face à la crise, il ne s'agit pas de régler des questions techniques mais de répondre à une question fondamentale : quel modèle économique voulons-nous ? Le libéralisme sans règle a échoué. Cet échec a conduit à la crise que nous affrontons aujourd'hui. Le modèle que nous voulons, c'est celui de l'économie de marché responsable, qui privilégie l'entrepreneur et le salarié sur le spéculateur, l'investissement de long terme sur le profit immédiat. Dans le Traité de Lisbonne, l'Union s'engage expressément en faveur d'"une économie sociale de marché hautement compétitive, qui tend au plein emploi et au progrès social". Nous sommes déterminés à nous battre ensemble pour honorer cet engagement.

3 - Nous appelons l'Union européenne à prendre, dès le mois de juin, les premières décisions pour assurer une véritable régulation européenne dans le secteur financier fondée sur la coordination et la coopération des régulateurs. Sur les fonds spéculatifs, les paradis fiscaux, la rémunération des dirigeants et des opérateurs financiers, nous voulons une Europe exemplaire.

Il faut établir un espace financier performant pour nos entreprises et sûr pour nos épargnants.

4 - Nous n'accepterons pas que, durant cette crise financière, les exigences en capitaux et les normes comptables réduisent de manière injustifiée la capacité des banques européennes à prêter de l'argent. La question de l'offre suffisante de crédit est centrale dans notre économie. Nous appelons donc à la modification des règles comptables, qui sont si importantes pour la reprise de notre économie : les instances normatives compétentes devront donc agir.

Sur tous ces sujets économiques et financiers, nous sommes déterminés à agir pour que l'Union européenne prenne les décisions nécessaires, notamment lors du prochain Conseil européen, en juin.

5 - Sous les présidences allemande et française, l'Union européenne s'est engagée résolument dans la lutte contre le changement climatique. Avec le paquet climat, l'Union européenne est la première et seule région au monde à avoir adopté un ensemble de règles ambitieuses et juridiquement

contraignantes afin de se conformer aux objectifs internationaux permettant d'éviter une hausse de plus de deux degrés de la température du globe. Il nous appartient maintenant de convaincre nos amis et nos partenaires de s'engager, eux aussi, pour parvenir, en décembre prochain à Copenhague, à un accord mondial à la hauteur de l'enjeu. Notre plus proche allié, les Etats-Unis, mais aussi les autres grands pays industrialisés doivent s'engager avec la même force que les Européens. C'est la seule façon de persuader les pays émergents d'apporter aussi leur juste part.

6 - La croissance verte est une chance pour le monde et une opportunité de création d'emplois tournés vers l'avenir. C'est pourquoi l'Europe doit se positionner en leader. Dans le même temps, nous devons veiller à ce que nos entreprises restent compétitives dans le monde. Nous veillerons à ce que les engagements européens ambitieux sur le climat ne conduisent pas à une situation où l'industrie européenne serait victime d'une concurrence déloyale. Protection du climat et compétitivité doivent aller de pair. Si nos partenaires internationaux refusent de s'associer à nos efforts, nous sommes déterminés à prendre des mesures pour protéger l'industrie européenne.

7 - Nous voulons un commerce mondial loyal et fondé sur la réciprocité, ainsi qu'un aboutissement rapide du cycle de Doha. Nous devons prévoir un dispositif efficace de surveillance des aides publiques au niveau de l'OMC qui empêche des pays tiers d'accorder des subventions excessives à leurs entreprises, créant ainsi une concurrence déloyale. Tant que ce dispositif international ne sera pas en place, nous devons envisager des solutions européennes provisoires. L'Europe doit être plus ambitieuse pour son industrie, pour ses entreprises. Elle doit favoriser l'émergence d'entreprises européennes puissantes à l'échelle mondiale et nos politiques de renforcement de la compétitivité de l'industrie européenne doivent y contribuer.

8 - Nous sommes profondément convaincus que la dette publique actuelle est un fardeau trop lourd pour être laissé aux générations futures. Nous devons retrouver la voie de finances publiques soutenables dès que nous aurons franchi le cap décisif dans cette crise.

9 - L'Europe doit jouer un rôle de premier plan dans le monde. Pour cela, elle doit être dotée d'institutions efficaces. C'est pourquoi nous avons besoin du Traité de Lisbonne. Il rendra l'Europe plus forte. Les 27 Etats membres ont décidé en décembre dernier que le traité devait entrer en vigueur avant la fin de l'année. Nous nous réjouissons du vote positif du Sénat tchèque, qui clôt la procédure parlementaire dans un 26e Etat membre, et nous appelons les responsables politiques à parachever le processus de ratification le plus tôt possible. Nous travaillerons à l'adoption d'un accord politique sur des garanties pour l'Irlande pour le Conseil européen de juin. Nous faisons confiance aux Irlandais pour faire le choix de l'Europe. Pour pouvoir agir, l'Union européenne a besoin de frontières. Un élargissement illimité n'est pas possible.

10 - Pour être forte, l'Europe doit assumer aussi ses valeurs et son identité.

Nous continuerons à nous battre pour le respect des droits de l'Homme comme un élément central de nos politiques étrangères. Ils sont à la base de notre engagement pour un développement pacifique à travers le monde. A cette fin, nous renforcerons notre politique commune de défense et de sécurité. Nous voulons une Union européenne forte qui montre la voie en donnant l'exemple dans tous les domaines importants. L'Europe peut jouer un rôle premier plan dans le monde. Nous devons compter pour cela sur la détermination des 27 Etats membres.

Nous sommes prêts à apporter notre contribution pour mobiliser l'Union vers la réalisation de ces objectifs avec nos partenaires de l'Union européenne. Pour réussir, nous avons besoin de la mobilisation de tous, à commencer par les citoyens eux-mêmes. C'est pour cela que le rendez-vous du 7 juin est si important. Nous appelons tous les Européens à voter aux élections européennes. Il n'y a pas de meilleur moyen de soutenir l'objectif d'une Union plus forte dans un monde plus sûr. Nous en sommes convaincus : si l'Europe le veut, l'Europe le peut./